

## LES FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT 12: MERCREDI 4 JUILLET 2007

Mercredi, les participants à l'OSASTT 12 se sont réunis dans la Grande Commission, le matin, pour examiner les projets de recommandations concernant l'examen approfondi de l'application de l'approche par écosystème (AE) et de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP). Deux groupes de travail se sont réunis, l'après-midi, pour examiner: le bilan du millénaire relatif aux écosystèmes (BM) et le rapport Global Biodiversity Outlook (GBO) (Perspective mondiale en matière de biodiversité) dans le Groupe de travail I (GT-I); et la biodiversité et les changements climatiques, et les terres arides et subhumides, dans le GT-II.

### GRANDE COMMISSION

**STRATEGIE MONDIALE POUR LA CONSERVATION DES PLANTES:** Le coprésident Hutacharern a introduit le DS (UNEP/CBD/SBSTTA/12/COW/CRP.3).

Au sujet des contraintes entravant la mise en application, les délégués ont décidé d'y inclure les capacités en matière de taxonomie et le manque de données touchant à la taxonomie, à la biologie et à la conservation.

Au sujet des nouveaux objectifs proposés relativement aux changements climatiques et à l'accumulation de matières fertilisantes, le CANADA, appuyé par l'ALLEMAGNE et la NORVEGE, a proposé des amendements stipulant que ces sujets soient traités au cours de la réalisation des objectifs disponibles.

Au sujet de l'élaboration de la SMCP applicable à la période au-delà de 2010, le ROYAUME-UNI, le BRESIL, l'ALLEMAGNE, le MEXIQUE et d'autres ont fait objection au libellé appelant à l'intégration d'objectifs supplémentaires, soulignant que le réexamen des objectifs actuels implique la considération de nouveaux objectifs. Le BURKINA FASO, la FRANCE, l'ETHIOPIE et la JORDANIE ont préféré retenir le libellé pour examiner de nouveaux objectifs.

Au sujet de l'enveloppe des outils nécessaires à la mise en œuvre de la SMCP, la COLOMBIE a suggéré l'élaboration d'outils régionaux pour l'échange d'informations et le renforcement des capacités. La CHINE a demandé la suppression des références aux changements climatiques et à l'accumulation de matières fertilisantes, ces thèmes émergents étant traités séparément dans le projet de recommandation.

La NORVEGE a suggéré que le secrétaire exécutif facilite l'élaboration de programmes de renforcement des capacités, le BRESIL demandant des programmes d'appui technologiques et financiers.

Les délégués ont décidé l'élaboration, dans le rapport intitulé GBO 3, d'un chapitre sur la conservation des plantes, qui pourrait servir d'outil de communication et de conscientisation.

Un DS révisé sera examiné jeudi.

### APPLICATION E L'APPROCHE PAR ECOSYSTEME:

Au sujet du DS (UNEP/CBD/SBSTTA/12/COW/CRP.2), le BRESIL a proposé de se référer à l'AE comme étant un cadre normatif plutôt "utile" que "excellent." KIRIBATI a demandé l'insertion d'une référence à la dimension culturelle de l'AE.

Les délégués ont également convenu d'ajouter un libellé proposé par le MEXIQUE appelant à une large promotion et communication d'exemples d'application réussie de l'AE. Les délégués ont souligné le besoin d'améliorer l'accès, la prise de conscience et la transmission d'un message simple en utilisant des outils pratiques.

Au sujet de la contribution de l'AE dans la concrétisation des OMD, le BRESIL, contré par PALAU, le ROYAUME-UNI, la SUEDE, l'ALLEMAGNE, le RWANDA et d'autres, a demandé la suppression de la référence appelant à une large application de l'AE dans la planification du développement. L'ARGENTINE a souligné que la planification du développement pourrait être extérieure au mandat de la CDB, tandis que le CANADA a suggéré l'insertion d'une formulation de remplacement stipulant qu'une adoption plus large de l'AE peut contribuer à la réalisation de l'ensemble des OMD. Le coprésident Prip a encouragé la tenue de consultations informelles pour résoudre la question.

Le BRESIL et l'OUGANDA ont fait objection aux références à des initiatives particulières relativement à l'AE, tandis que l'Australie, la NORVEGE, la ZAMBIE, la SUISSE, l'Autriche et la SUEDE ont apporté leur appui à leur maintien. Ces références ont été retenues dans un paragraphe distinct.

Plusieurs se sont déclarés d'avis avec la COLOMBIE pour ajouter le bien-être humain aux produits et services offerts par les écosystème, dans le chapitre intégrant les conclusions du BM dans l'AE, tandis que le BRESIL, contré par le COSTA RICA, la SUISSE, le MEXIQUE et les PAYS-BAS, a préféré la suppression du chapitre. Le BRESIL s'est dit d'avis que les conclusions du BM pourraient être prises en compte dans l'application de l'AE, mais aucun accord n'a été atteint sur la référence au rôle des produits et services des écosystèmes.

Les discussions se poursuivront jeudi.

### GROUPE DE TRAVAIL I

**EXAMEN DU BILAN DU MILLENAIRE EN MATIERE D'ECOSYSTEME:** Introduisant le point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/SBSTTA/12/4), le président du GT-I, Linus Spencer Thomas (Grenada) a souligné les similitudes entre le BM et le GBO.

Ben ten Brink, contributeur au GBO 2, a présenté un exposé sur les prises de décisions politiques visant à faire face à l'érosion de la biodiversité, plaidant pour un processus type GIEC pour la biodiversité. La SUEDE a suggéré d'établir un groupe de discussion scientifique sur la biodiversité, fondé sur le modèle du GIEC.

Plusieurs intervenants ont souligné le rôle du BM dans la promotion du concept des services des écosystèmes et la catalyse des activités régionales et nationales. Le CANADA a plaidé pour une stratégie interinstitutionnelle pour le suivi du BM, et a accordé une priorité au traitement des lacunes constatables dans les données relatives à la biodiversité, comme souligné par l'Initiative de Potsdam du G8 +5 et dans le processus de l'IMoSEB. Le DANEMARK a qualifié l'IMoSEB d'étape importante vers des avis scientifiques indépendants, tandis que le BRESIL a souligné que l'OSASTT est la meilleure source d'une telle expertise; les deux ont fait état d'un manque de concentration sur l'APA.

L'ARGENTINE a déploré l'application insuffisante des conclusions du BM. La SUEDE, appuyée par l'IIAB, a appelé à une implication accrue des communautés autochtones et locales

dans les bilans futurs. La COLOMBIE a suggéré d'examiner les liens entre les causes directes et indirectes de l'érosion de la biodiversité et du bien-être humain.

Le délégué des PAYS-BAS a proposé que la CDB communique les conclusions du BM, utilise les données dans son programme de travail et favorise une collaboration efficace avec d'autres organes. L'ALLEMAGNE, la BELGIQUE et l'INDE ont demandé au secrétaire exécutif de chercher les données auprès des parties et des divers acteurs, pour leur examen à la CdP 9; et le ROYAUME-UNI a souligné la nécessité pour le BM et pour toute évaluation future de soutenir la mise en œuvre des programmes de travail de la CDB. La THAÏLANDE a demandé que le format des rapports nationaux soit fondé sur le cadre conceptuel du BM. La MALAISIE et le COSTA RICA ont appelé le mécanisme de financement à couvrir les bilans futurs, le ROYAUME-UNI encourageant l'utilisation des mécanismes disponibles.

S'agissant des bilans intégrés futurs des écosystème, beaucoup ont préféré des bilans régionaux, sous-régionaux, nationaux et locaux, précisant qu'un nouveau bilan mondial serait prématuré. L'ALLEMAGNE, appuyée par plusieurs participants, a demandé la tenue de consultations avec les parties et les divers acteurs, dont l'IMOSEB, sur les options offertes pour l'amélioration de la disponibilité de données scientifiques, pour examen à la CdP 9. Le MEXIQUE a fait objection à la conduite d'un nouveau bilan mondial avant 2010, préférant l'étude proposée sur les coûts de l'inaction, décrite dans l'Initiative de Potsdam et dans le GBO 3. Le COSTA RICA a suggéré un cycle décennal pour le suivi du BM. Le ROYAUME-UNI a souligné que des bilans mondiaux répétés exigeraient un secrétariat permanent et, avec l'Australie et le JAPON, a mis en garde contre la duplication des travaux.

Un DS sera présenté jeudi.

**GBO:** Le président du GT-I, Thomas, a introduit le débat sur le GBO (UNEP/CBD/SBSTTA/12/5), soulignant que l'OSASTT 12 se concentrera sur les aspects scientifiques des GBO 2 et 3, tandis que la WGRI 2 examinera le processus de l'établissement du GBO 3.

Au sujet des enseignements tirés du GBO 2, plusieurs parties ont appelé à une plus grande diffusion de ses conclusions. S'agissant du GBO 3, de nombreuses parties ont appelé à la mise en place d'une stratégie de communication inspirée des enseignements tirés du GIEC. La COLOMBIE a mentionné le MEI et les points focaux nationaux pour la diffusion des données, la CHINE a appelé à une aide en faveur des pays en développement dans la surveillance de la biodiversité, et le BRESIL a mis en relief l'importance d'une représentation géographique adéquate.

Le ROYAUME-UNI a demandé que le GBO 3 contienne un chapitre sur la biodiversité de la flore et sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la SMCP, et a suggéré que l'IMOSEB apporte son aide dans la consolidation des données scientifiques pour le GBO 3. Le MEXIQUE a demandé que le GBO 3 examine: les implications socioéconomiques de l'érosion de la biodiversité; les effets positifs de la conservation de la biodiversité; et, les écosystèmes marins et les EEE. L'INDE et la CE ont indiqué que le GBO 3 devrait faire plein usage des indicateurs de la biodiversité de 2010 et examiner les progrès réalisés dans la poursuite de l'objectif de 2010.

Un DS sera présenté jeudi.

## GROUPE DE TRAVAIL II

### LA BIODIVERSITE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**LA BIODIVERSITE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES:** La présidente du GT-II, Annemarie Watt (Australie) a introduit la documentation pertinente concernant les changements climatiques et la biodiversité (UNEP/CBD/SBSTTA/12/7 et INF/14, 17 et 19). Faizal Parish, Global Environment Centre, a présenté un exposé sur l'évaluation mondiale sur les tourbières, mettant en relief les effets potentiels de l'érosion et la dégradation des tourbières sur les changements climatiques et la biodiversité.

L'ALLEMAGNE et d'autres ont proposé l'intégration des considérations touchant aux changements climatiques dans les programmes de travail de la CDB durant les prochains examens approfondis, tandis que la COLOMBIE a préféré des directives d'ordre général. Le CANADA a suggéré une intégration dans le cadre de l'AE. Le ROYAUME-UNI et la SUEDE ont suggéré de prendre en ligne de compte les conclusions du troisième rapport d'évaluation du GIEC.

La FINLANDE a souligné le besoin d'outils pour mesurer la manière dont les écosystèmes et leurs services réagissent aux changements climatiques. Le DANEMARK et d'autres ont soul-

igné l'importance de l'évitement du déboisement, le GHANA proposant des schémas de mesures d'encouragement. La FRANCE et d'autres ont encouragé la coopération avec la CCCC pour intégrer des mesures de protection de la biodiversité dans tous les efforts de lutte contre le déboisement. L'Australie, l'Argentine et le BRESIL ont souligné que les mandats et juridictions de la CDB et de la CCCC devraient être respectés.

La SLOVENIE et d'autres ont fait état de la nécessité d'examiner les effets des mesures de réactivité aux changements climatiques. La THAÏLANDE a recommandé que les Conventions de Rio coopèrent avec la Convention de Ramsar sur la conservation des tourbières. La MALAISIE a souhaité en savoir davantage sur la manière dont les tourbières peuvent être utilisées pour les plantations de production d'huile de palme, tout en étant encore en train de contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

La CHINE a appelé à la mise à disposition de ressources adéquates pour les recherches et développement des mesures de réactivité. KIRIBATI et d'autres ont appelé à une aide financières et technique supplémentaire pour le traitement des effets des changements climatiques. Le MEXIQUE a appelé à une analyse du rapport coût-efficacité des stratégies d'atténuation et d'adaptation. HAÏTI a appelé à des initiatives portant sur la protection des écosystèmes côtiers.

La CCCC a parlé de son Programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques. L'ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE a parlé de ses centres de gestion des sécheresses. La CONVENTION DE RAMSAR a mis en relief le rôle des terres humides pour le contrôle des changements climatique. L'IIAB a mis en exergue l'importance des données relatives à la biodiversité pour l'élaboration de scénarios des effets des changements climatiques. La FAO a attiré l'attention sur ses études spécialisées sur les changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche. GREENPEACE a encouragé les parties à accorder une priorité à la conservation des forêts et paysages intacts.

Un DS sera présenté jeudi.

**BIODIVERSITE DES TERRES SECHES ET SUBHUMIDES:** La présidente du GT-II, Watt, a introduit les documents pertinents (UNEP/CBD/SBSTTA/12/8 et INF/15).

Plusieurs participants ont encouragé la mise à disposition de nouvelles données sur l'état actuel et l'évolution des écosystèmes des terres sèches et subhumides, nombre d'entre eux proposant une collaboration plus étroite avec la CLD. Au sujet des options offertes dans l'utilisation des terres, plusieurs délégués ont fait part de leurs réserves à l'égard du fait que les évaluations soient fondées sur un nombre trop petit d'études de cas. L'ARGENTINE a suggéré d'utiliser des données assorties de références géographiques.

Le MEXIQUE et les PAYS-BAS ont proposé d'aligner les définitions sur celle de la CLD. La NORVEGE a suggéré d'aligner les activités sur le plan stratégique décennal de la CLD. La NOUVELLE ZELANDE a appelé à l'insertion de références explicites portant sur la manière dont le financement profite à l'application sur le terrain. La THAÏLANDE a appelé à des directives sur l'implication du secteur privé. Mettant en exergue les effets du surpâturage, la FRANCE a appelé à une collaboration avec la FAO sur le pastoralisme durable. La CHINE a appelé au reboisement des écosystèmes secs et subhumides.

Un DS sera présenté jeudi.

## DANS LES COULOIRS

Le Groupe de travail I ayant travaillé sur l'examen du BM et du GBO, mercredi après-midi, les couloirs étaient animés, les délégués faisant part de leurs observations sur l'avenir des évaluations scientifiques. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur appui à l'idée d'un rapport, type Stern, sur l'économie de la biodiversité, dont l'UE est le fer de lance. La rumeur dit qu'un mandat pour l'élaboration d'un nouveau bilan de la biodiversité est en cours d'élaboration et que les candidats au poste de chef d'équipe de l'évaluation comptent parmi eux un lauréat du Prix Nobel de science économique, issu d'un pays riche en diversité biologique. Certains ont supputé que les premières conclusions seront produites à temps pour être examinées à la CdP 9 ou, dans le pire des cas de scénario, seront prêtes avant la date butoir symbolique de 2010. D'autres, cependant, ont remis en question la capacité d'un rapport "Stern de la Biodiversité" à engendrer le même impact que l'original, soulignant l'énormité du sujet et les feux de la rampe internationale dont jouit actuellement la communauté des changements climatiques.